



## Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

Hors-série | 2001

Histoire et justice, panorama de la recherche

---

# Notariat et infrajustice : le rôle de médiation du notaire sous l'Ancien Régime à travers la pratique de Pierre Thoumas de Bosmie, notaire royal à Limoges (1735-1740)

Stéphane Trayaud

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/456>

DOI : 10.4000/rhei.456

ISBN : 978-2-7535-1641-0

ISSN : 1777-540X

### Éditeur

Presses universitaires de Rennes

### Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2001

Pagination : 207-220

ISSN : 1287-2431

### Référence électronique

Stéphane Trayaud, « Notariat et infrajustice : le rôle de médiation du notaire sous l'Ancien Régime à travers la pratique de Pierre Thoumas de Bosmie, notaire royal à Limoges (1735-1740) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], Hors-série | 2001, mis en ligne le 31 mai 2007, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/456> ; DOI : 10.4000/rhei.456

---

# Notariat et infrajustice : le rôle de médiation du notaire sous l'Ancien Régime

à travers la pratique de Pierre Thoumas de  
Bosmie, notaire royal à Limoges (1735-1740)

**Stéphane  
Trayaud<sup>(1)</sup>**

Les historiens du notariat n'ont accordé jusqu'à présent qu'une attention limitée à un phénomène que les historiens du droit ont mieux cerné depuis plusieurs années : le rôle de médiateur que peut remplir le notaire sous l'Ancien Régime. On a trop souvent cantonné ce dernier dans le rôle quelque peu passif du praticien chargé de traduire par écrit les volontés des parties. Cette omission de la dimension sociale du notaire résulte notamment des protocoles de recherches adoptés depuis plus de dix ans et qui privilégient l'approche comptable de la pratique notariale, sans se soucier du praticien.

(1) Historien, université de Limoges.

Nous allons donc, tout d'abord, nous attacher à tenter de replacer la notion d'infrajustice dans la pratique notariale en présentant l'état de la recherche sur le sujet. Puis nous essaierons d'esquisser l'analyse des minutes rédigées entre 1735 et 1739 par Pierre Thoumas de Bosmie, notaire royal à Limoges, ainsi que la place de l'infrajustice dans son activité professionnelle.

## Infrajustice et pratique notariale

### *La classification des actes : de Jean-Paul Poisson à Laurence Fontaine*

L'histoire notariale doit beaucoup à Jean-Paul Poisson. Il est à l'origine de son renouveau, après plusieurs décennies d'engourdissement où les travaux furent peu fréquents et sans réelles avancées pour la recherche. Pendant de nombreuses années, il a rédigé une multitude d'articles dans des revues historiques et publié plusieurs ouvrages,<sup>(2)</sup> où il a

(2) Jean-Paul POISSON, *Notaires et société. Travaux d'histoire et de sociologie*, 2 vol., 1985 et 1990, Paris, Economica, 585 p. et 594 p.

(3) Jean-Paul POISSON, *Étude générale sur la clientèle notariale : l'activité notariale à Paris en 1751*, in *Notaires et société*, *op. cit.*, t. 1, p. 297-308.

(4) Jean-Luc LAFONT, "Notaires, notariat et société sous l'Ancien Régime", *Actes du colloque de Toulouse, Université des sciences sociales de Toulouse*, 15-16 décembre 1989, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1990, 195 p.

(5) Jean-Luc LAFONT, "Problèmes et méthodes d'analyse historique de l'activité notariale (XV<sup>ème</sup>-XIX<sup>ème</sup> siècles)", *Actes du colloque de Toulouse*, 15-16 septembre 1990, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1991, 322 p.

(6) Claire BÉCHUT, "Une typologie des actes notariés du XV<sup>ème</sup> siècle : l'exemple du minutier central des

analysé les notariats français et étrangers, de leurs origines à l'époque contemporaine. Jean-Paul Poisson a notamment mis au point une classification des actes notariés en quatre parties, en fonction de leur nature : les actes économiques autres que les actes de crédit, les actes de crédit, le droit de la famille et le droit d'Ancien Régime.

On peut examiner plus précisément la mise en application de cette grille de lecture à travers l'analyse qu'il a fait du notariat parisien en 1751,<sup>(3)</sup> et notamment celle de quatre études parisiennes. Il a ainsi procédé au classement des 47.636 minutes de l'année 1751. Il distingue tout d'abord les actes de crédit (crédit public : 43 catégories ; crédit privé : 18 catégories ; crédit ni privé ni public : 2 catégories ; soit un total de 63), les activités économiques autres que le crédit (57 catégories), le droit de la famille (actes en rapport avec le mariage et la vie conjugale : 21 catégories ; actes à titre gratuit et de dernière volonté : 14 catégories ; actes de règlements successoraux : 47 catégories ; soit un total de 82), le droit de l'Ancien Régime (actes de nature civile : 13 catégories ; actes de nature ecclésiastique : 32 catégories ; soit un total de 45) et les actes inclassables. Jean-Paul Poisson en est donc arrivé à établir 248 catégories d'actes différents. Concernant les inclassables, ils représentent tout de même près de 8 % d'un corpus dans lequel il inclut des procurations, des conventions, des déclarations, des ratifications, des consentements, des décharges de titres et meubles, des sommations, des protestations, des aveux, des promesses... Cette méthode permet, selon Jean-Paul Poisson, outre une bonne connaissance des sociétés examinées, d'affiner les renseignements obtenus pour l'année 1751 d'après l'étude des répertoires. Lors de colloques organisés à Toulouse en 1989<sup>(4)</sup> et 1990,<sup>(5)</sup> la plupart des intervenants ont repris cette classification en la modifiant parfois quelque peu. Claire Béchut<sup>(6)</sup> détermine 55 actes de nature différente qu'elle répartit en deux catégories : les actes se rapportant à l'activité économique et ceux qui ont trait à la vie privée ; elle y rajoute, elle aussi, une catégorie d'actes inclassables. Line Skorka,<sup>(7)</sup> quant à elle, répartit les actes en quatre grandes catégories, à l'image de celles de Jean-Paul Poisson, tout comme Paul Rendu<sup>(8)</sup> qui précise que : « *Le choix de celles-ci [les catégories] m'a été dicté par les travaux de Jean-Paul Poisson.* »

Dans un article paru en 1993,<sup>(9)</sup> Laurence Fontaine a été l'une des premières à questionner les classements opérés par Jean-Paul Poisson. A ses yeux, les travaux de ce dernier et les contributions aux colloques de Toulouse n'apportent qu'une réponse partielle à l'activité des notaires. Quant à la classification retenue, le choix des catégories pose, selon Laurence Fontaine, « *deux problèmes liés : celui de la construction des catégories et de leur utilité. La distinction opérée entre actes de crédit et actes économiques autres n'apporte rien à la démonstration ; droit de la famille et activités économiques auraient suffi*<sup>(10)</sup> ». Par ailleurs, elle souligne que « *...la multiplication des catégories ne change rien... à la question de fond. En effet, le problème est que le classement crée du sens et que le découpage est déjà démonstration... catégories et sous-catégories produisent des réponses à des questions qui ne sont pas posées mais qui sont validées par leur existence même* ». Les conséquences sont donc préjudiciables à la valeur scientifique de la recherche historique notariale : « *...l'étape initiale du travail de l'historien, c'est-à-dire la réflexion sur le phénomène à étudier... est escamotée puisque la réflexion part de la source et non des questions historiques* ».

La question se pose alors : en quoi la méthode de classification quadripartite est-elle critiquable ? Elle ne répond pas de manière satisfaisante à l'objectif recherché d'analyse et d'explication. Comme le souligne plus généralement Antoine Prost<sup>(11)</sup> : « *Ce qui permet l'administration de la preuve, ce n'est pas d'abord la quantification, c'est la construction d'indicateurs pertinents, et la validité de la preuve dépend de celle des indicateurs.* » Charles Seignobos,<sup>(12)</sup> dont les écrits anciens sont toujours d'actualité, souligne que : « *Spontanément on tend à confondre précis et exact ; une notion vague ne peut être entièrement exacte, de l'opposition entre vague et exact, on conclut à l'identité entre exact et précis. On oublie souvent qu'un renseignement très précis est souvent très faux.* »

La répartition des actes économiques en deux grandes catégories ne semble pas toujours opératoire. En effet, la distinction entre les actes de crédit et les actes économiques autres peut être intéressante lors de l'analyse de la clientèle de notaires exerçant dans de grandes villes et qui ont une clientèle d'acteurs économiques manipulant des sommes d'argent considérables, que ce soit à travers des prêts, des constitutions de

notaires de Paris", *Actes du colloque de Toulouse*, op. cit., p. 75.

(7) Line SKORKA, "Un notaire seigneurial tourangeau pendant la Révolution (1787-1797)", *Actes du colloque de Toulouse*, op. cit., p. 148.

(8) Paul RENDU, "Le logiciel que nous recherchons existerait-il ? Je crois que je l'ai rencontré", *Actes du colloque de Toulouse*, op. cit., p. 218-223.

(9) Laurence FONTAINE, "L'activité notariale : note critique", *Annales ESC*, n°2, 1993, pp. 475-483.

(10) *Idem*, p. 478.

(11) Antoine PROST, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996, 330 p.

(12) Charles SEIGNOBOS, *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, Paris, Félix Alcan, 1901, p. 35.

rentes, des lettres de change... Ce qui n'est pas toujours le cas des notaires ruraux. La séparation en deux sous-catégories semble ainsi largement suffisante.

En revanche, la catégorie du droit de la famille est indiscutable. On peut seulement en simplifier le contenu en distinguant : les actes de vie et les actes de mort ? On retrouve cette distinction dans « *Le notaire parfait* » de Claude Berguère.<sup>(13)</sup>

“Le droit de l’Ancien Régime” est par contre beaucoup plus contestable car il concerne également les trois autres catégories. En fait, sont répartis dans cette quatrième catégorie, tous les actes propres à cette période et dont la plupart disparaîtront avec la Révolution. On y trouve notamment toutes les minutes ayant trait aux offices et à leur gestion, à l’administration des biens des nobles et de l’Église. Cela nous conduit donc à nous interroger sur la teneur de l’acte qui peut s’écarter de son intitulé. Lors du colloque de Toulouse de 1990, Germain Sicard<sup>(14)</sup> a souligné ce problème de dénomination des actes qui peuvent renfermer plusieurs réalités quant à leur contenu et à leur caractère dominant. La majeure partie d’entre eux peut être en fait ventilée entre les catégories de l’économie et du droit de la famille. Si l’on prend l’exemple de ceux concernant les offices, on constate qu’il s’agit là de la gestion d’un patrimoine, au même titre qu’un patrimoine mobilier ou immobilier. De multiples preuves sont fournies par la lecture de « *La Feuille hebdomadaire de la Généralité de Limoges* » où l’on note, dans la rubrique consacrée aux ventes, des propositions commerciales concernant des maisons, des matériaux de construction, mais aussi des offices. On peut ainsi lire dans son numéro 1 du 30 mai 1775 : « *A vendre ou à céder en custodie l’office de Notaire Royal, Apostolique, en la ville de Limoges, dépendant de la succession de feu Me Pierre Dumas, duquel office fut pourvu Me Isaac Ardant et Me Jean Baignol. S’adresser à Dauryat, Notaire Royal à Limoges.* » Au sein de la même rubrique du numéro 18 en date du 17 avril 1776, on trouve l’annonce suivante : « *A vendre très belles planches très sèches de différentes longueurs et largeurs, bois de noyer et autres bois propres à la menuiserie et à l’arquebuserie. S’adresser à M. Thoumas de Bosmie, notaire à Limoges.* »

(13) Claude

BERGUÈRE, *Le notaire parfait*, Lyon, éditeur La veuve de Pierre Bailly, 1657, 529 p.

(14) Germain

SICARD, “A propos de la typologie des actes des notaires de Toulouse, avant, pendant et après la Révolution”, *Actes du colloque de Toulouse, op. cit.*, pp. 131-140.

### *La notion d'infrajustice*

Le matériau notarial peut être questionné avec une approche différente. C'est l'un des axes des travaux de Benoît Garnot et du colloque tenu à Dijon en 1995.

Andrea Zorzi a mis en évidence qu'en Italie, la documentation produite en milieu urbain, et notamment les actes notariés, montre la vaste marge de manœuvre dont bénéficiaient les modes infrajudiciaires pour mettre fin aux litiges. Il indique que l'infrajudiciaire ne peut plus être étudié comme un ensemble de pratiques résiduelles ou privées. « *Au contraire, l'espace de l'infrajudiciaire paraît infiniment plus vaste que ce qui se dégage des études menées jusqu'ici sur l'administration et les institutions judiciaires. Je dirai surtout que les pratiques de résolution infrajudiciaire des conflits ne trouvent leur pleine signification que dans leur étroite interaction avec l'activité des institutions formelles.* »<sup>(15)</sup> Benoît Garnot<sup>(16)</sup> insiste sur la soumission de l'infrajudiciaire à des procédures d'accommodement d'une partie importante des différends qui échappent à la justice ; ceci en raison de l'éloignement des justiciables vis-à-vis de la justice ou de l'inadéquation des sanctions infligées. Cette question est posée avec encore plus d'acuité par Jean-Claude Farcy ; selon lui, « *si des conflits relatifs aux propriétés, au voisinage... sont réglés à l'amiable, via l'intervention du notaire ou de tout autre notable, pourquoi ne parlerait-on pas d'infrajudiciaire ?* »<sup>(17)</sup>

Lors du débat organisé à la suite de cette série d'interventions, un certain nombre de participants ont accentué leur propos sur cette notion d'infrajudiciaire et sa mise en relation avec le fait notarial. A. Zorzi a pris l'exemple de son pays en indiquant<sup>(18)</sup> que les actes notariaux de l'Italie communale permettent d'étudier, à l'aide de documents qui ont une valeur publique, les pratiques infrajudiciaires qui sont dénommées actes privés, solutions privées ou négociations privées. M. Petitjean a constaté la présence dans les formulaires notariaux, du Moyen Âge à l'époque moderne, de clauses destinées à éviter les conflits. Jean Quéniart<sup>(19)</sup> insiste sur le fait qu'il ne faut pas toujours séparer le judiciaire de l'infrajudiciaire car ils peuvent se mêler et se succéder dans la chronologie d'une affaire.

(15) Andrea ZORZI, "Conflits et pratiques infrajudiciaires dans les formations politiques italiennes du XIII<sup>ème</sup> au XV<sup>ème</sup> siècle", *L'infrajudiciaire du Moyen-Âge à l'époque contemporaine*, Actes du colloque de Dijon, PUD, Dijon, 1996, pp. 19-36.

(16) Benoît GARNOT, "L'ampleur et les limites de l'infrajudiciaire dans la France d'Ancien Régime (XVI<sup>ème</sup>-XVIII<sup>ème</sup> siècles)", *ibidem*, pp. 69-76.

(17) Jean-Claude FARCY, "Peut-on mesurer l'infrajudiciaire ?", *ibidem*, pp. 109-128.

(18) Andrea ZORZI, *ibidem*, p. 129.

(19) Jean QUÉNIART, *ibidem*, p. 132.

## La notion d'infrajustice dans la pratique de Pierre Thoumas de Bosmie, notaire royal à Limoges (1735-1739) : premiers éléments de réponse

### *Pour une nouvelle répartition tripartite*

L'introduction de l'infrajustice dans l'analyse notariale conduit à constater les limites des classifications existantes et à en proposer une nouvelle.

Dans cette répartition tripartite, nous conservons les deux premières catégories des actes économiques et du droit de la famille en réorganisant certaines sous-catégories : les actes économiques autres que les actes de crédit, les actes de vie, c'est-à-dire les contrats de mariage, des quittances... et les actes de mort dont les testaments, les codicilles, certaines quittances... Puis nous ajoutons une troisième catégorie, les actes de médiation. Ceux-ci constituent un degré intermédiaire entre les actes de la justice officielle et l'accommodement entre personnes privées. Claude de Ferrière, avocat au Parlement de Paris et juriste émérite de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, met en évidence cet aspect dans sa définition des notaires : « *Ce sont des juges carthulaires, parce qu'ils font l'office de juge entre les contractans ; ils les écoutent dans leurs différens, les concilient souvent, arrêtent leurs conventions et donnent Acte de ce dont on les requiert.* »<sup>(20)</sup> Écoute, conciliation, nous retrouverons ces notions par la suite. Il précise dans le titre sixième de son ouvrage : « *Il y a plusieurs Actes qui se font en conséquences des Procez, ou pour y parvenir, ou pour les faire cesser, ou pour les continuer, comme sont les Procurations ad lites et autres, les compromis...* »<sup>(21)</sup>

(20) Claude de FER-  
RIÈRE, *La science parfaite  
des notaires, ou le moyen  
de faire un parfait notaire*,  
Cologne, 1724, p. 4.

(21) *Ibidem*, p. 643.

La médiation revêt différents aspects et recouvre plusieurs phases ; elle peut être active ou passive, la différenciation s'opérant en fonction de la part que prend le notaire dans leur déroulement. Concernant la médiation active, l'acte type est la transaction. Selon Claude de Ferrière, il s'agit du « *plus difficile de tous les actes* ». Sa définition est celle « *d'une convention par laquelle ceux qui ont un différend ou un procès ensemble, ou qui appréhendent d'en avoir, terminent leur procès et leur différend volontairement,*



*sous certaines clauses dont ils conviennent respectivement.*<sup>(22)</sup> » Il souligne, par ailleurs, que les transactions se concluent par l'action de donner, de retenir ou de s'engager à remplir une obligation. Elles peuvent également aboutir à la décharge respective des prétentions mutuelles des parties. Ces actes doivent respecter un certain nombre de règles bien précises, être conclus librement, volontairement et en connaissance de cause. Par ailleurs, les transactions sont dites de droit étroit ; cela signifie « *qu'on n'y supplée rien, et quelles ne s'étendent point ; c'est-à-dire quelles n'ont jamais lieu qu'entre ceux qui y ont parlé, et quelles ne sont point censées comprendre d'autres différends que ceux sur lesquels les Parties ont spécialement transigé* ». On ne peut également « *transiger des choses dont on ne peut contracter*<sup>(23)</sup> ». Malgré ces restrictions, la transaction peut servir à régler bon nombre de litiges. « *On peut stipuler dans une Transaction tout ce qu'on veut, et de la manière qu'on veut.* » Cette liberté dans la nature de la transaction donne une grande latitude aux parties et donc au notaire, pour régler leur contentieux. Cela justifie cette notion de médiation active du notaire. Il conseille, propose les clauses d'arrangement qui sont stipulées. Il en est en fait l'acteur essentiel et central. Une bonne transaction est bien un acte difficile car elle doit mobiliser tout le savoir-faire du notaire, tant sur le plan juridique que pratique. Se posent alors plusieurs questions : ce type d'actes est-il accessible à tous les notaires ? Les tabelions de village étaient-ils en mesure de les rédiger ? Leur élaboration n'était-elle pas réservée aux praticiens ?

Le second type de médiation, passive, est le compromis. La marge de manœuvre dans ce cas est limitée par sa nature même. Claude de Ferrière<sup>(24)</sup> le définit ainsi : « *Compromis est une convention par laquelle les Parties choisissent une ou plusieurs personnes, au jugement desquelles elles se rapportent pour décider leurs différends, et promettent d'y acquiescer, sur peine de payer par le contrevenant aux acquiescans une certaine somme. Ceux dont les parties conviennent sont appelez Arbitres. Quelquefois les Juges ordinaires donnent des Arbitres aux Parties pour terminer leurs différends.* » La différence majeure entre le compromis et la transaction réside donc dans la nomination d'arbitres. Le médiateur principal n'est plus le notaire mais un ou plusieurs intervenants autres. Dans ce cas, il y a lieu de s'interroger sur le

(22) *Ibidem*, p. 649.(23) *Ibidem*, p. 650.(24) *Ibidem*, p. 643.



rôle du notaire. Il n'est plus l'acteur décisif de ce type de médiation, il est beaucoup plus passif. Mais a-t-il un rôle dans la désignation des arbitres ? Joue-t-il un rôle de conseil auprès de ces derniers ? Quelle est son influence dans l'orientation et le contenu de la sentence arbitrale ?

Pour conclure sur ces deux sous-catégories d'actes de médiation, nous insisterons sur le fait que la transaction est une médiation conventionnelle, fondée sur un accord contractuel entre les parties, alors que le compromis est une médiation juridique constituée par une sentence arbitrale rendue en application stricte des lois du Royaume.

Ces actes qui cherchent à mettre un terme à des différends d'ordre civil ou commercial sont préparés ou mis en œuvre par des actes connexes. On distingue tout d'abord les actes qui préparent un futur contentieux en cherchant à garantir ou préserver les droits de l'une des parties. Deux d'entre eux reviennent régulièrement : le procès-verbal et la déclaration. Le procès-verbal est, selon Claude de Ferrière, « ...*un acte dressé et arrêté par des officiers de justice ; lequel contient ce qui s'est passé en une capture, descente, ou autre expédition ou commission particulière, comme sont les dires et contestations des parties, leurs comparutions ou absences, la prestation de serment, les auditions de témoins et autres choses semblables*<sup>(25)</sup> ». Il permet à un comparant de faire constater par notaire, à un moment donné, une situation qui porte ou risque de porter atteinte à ses droits, afin de l'évoquer ultérieurement lors d'une procédure en justice. Quant à la déclaration, elle a une portée et une importance moindres. Le déclarant souhaite en effet laisser une trace écrite d'une accusation, d'un témoignage, d'un fait dont il a été témoin ou victime, afin là aussi de pouvoir en faire état ultérieurement. Cette sous-catégorie est à la limite du contentieux judiciaire et de l'intervention médiatrice. La suite des événements et du contentieux décide du sort qui leur est réservé.

### *Le classement des actes de médiation de Pierre Thoumas*

De 1735 à 1739, pendant les cinq premières années de sa carrière de notaire royal, Pierre Thoumas a rédigé 509 minutes. 67 peuvent être classées dans la catégorie des actes de médiation, soit 13,16 % du total. Des enseignements peuvent être tirés de l'analyse de la clientèle et de

(25) Claude Joseph de  
FERRIÈRE, *Nouvelle  
introduction à la pratique*,  
1739, Bruxelles, t. 2,  
p. 419.

l'acte de médiation proprement dit. Au cours du développement de ce second chapitre, nous utiliserons comme référence l'année 1770 et les minutes rédigées par Jean-Baptiste Thoumas de Bosmie, notaire royal, fils aîné et successeur de Pierre Thoumas. Nous avons en effet étudié cette année dans le cadre de la soutenance de notre DEA (1770 : 202 actes et 432 clients), sans pour autant mettre l'accent sur les actes d'une catégorie en particulier. Elle nous servira en fait de point de repère, d'année type en quelque sorte.

– *La place de la médiation dans l'activité de Pierre Thoumas*

Les actes de médiation progressent avec régularité de 1735 à 1738 (1735 : 3,57 % du total ; 1736 : 6,45 % ; 1737 : 13,79 % ; 1738 : 17,69 %). Jusqu'à la baisse notable de 1739 (13,29 %), sans que nous ayons d'explication satisfaisante pour cette dernière. On notera cependant que les actes économiques prennent le pas, avec une certaine irrégularité cependant, sur la catégorie du droit de la famille. Cette répartition entre les catégories permet de dégager une première information : la part des actes de médiation demeure modeste avec une moyenne légèrement supérieure à 10 % sur les cinq années. Si ces derniers revêtent donc une certaine importance, elle ne réside pas dans leur nombre.

Nous constatons tout d'abord la prépondérance écrasante des actes de médiation active par rapport à la médiation passive (23 contre 1). Cette disproportion traduit à l'évidence le choix des clients qui recourent à l'acte de médiation, en raison des compétences supposées du notaire, plutôt que de remettre le règlement de leur différend entre les mains d'arbitres désignés. Les actes de médiation, qu'elle soit passive ou active, sont également entourés d'actes connexes préparatoires (le pré-contentieux) et d'actes exécutoires (le post contentieux). Le pré-contentieux regroupe une quantité significative d'actes (36 soit 53,73 % du total des actes de médiation), traduisant ainsi la volonté des clients de prendre des précautions et de garantir leurs droits, en prévision d'un éventuel contentieux. Ils mettent également en lumière une intention d'exercer une pression sur la partie visée par l'acte, afin de l'amener à transiger. Le pré-contentieux est souvent le premier acte de la future

médiation ou tout du moins une précaution qui peut se révéler ultérieurement très utile ; l'analyse des motivations des actes de médiation active va dans ce sens.

De 1735 à 1739, Pierre Thoumas a rédigé 16 transactions et 1 compromis. Cela suggère la compétence professionnelle de ce notaire royal. En effet, les transactions sont des actes complexes en raison des motivations ayant conduit à l'utilisation de cette procédure. Dans la plupart des cas, les parties constatent la longueur d'une éventuelle procédure et veulent éviter les frais considérables qu'elles engendrent. À plusieurs reprises, la volonté de transiger est nettement affichée : « ...*voulant yce-luy [le procès] prevenir et meme faire un arangement...* », « ...*de lavis de leurs amis communs elles ont volontairement réglé et transigé...* »<sup>(26)</sup>. L'intervention active du notaire est consacrée par une phrase quasiment rituelle qui apparaît lors de chaque transaction : « ...*de lavis de nos conseil, parents et amis...* »<sup>(27)</sup> Le terme « *conseil* », toujours au singulier, désigne le notaire choisi ou accepté par les parties. Quant à ceux de « *parents et amis* », cela peut signifier que les clients se sont adressés à Pierre Thoumas sur la recommandation de personnes de leur connaissance. Claude de Ferrière<sup>(28)</sup> l'indique très clairement dans les exemples d'actes qu'il donne, où il emploie une formule similaire : « ...*icelles Parties par l'avis et conseil de leurs amis ont volontairement transigé...* »

Nous pouvons également tenter d'établir un lien entre médiation et procédure judiciaire. Pour 40 actes de médiation, nous avons des informations qui nous permettent de préciser que pour 16 d'entre eux des procédures sont en cours, et depuis trois ans maximum dans 11 cas.

Quant au montant des sommes en cause, nous avons connaissance de 40 montants de sommes qui font l'objet de la médiation. La répartition entre celles qui sont d'un montant modeste (moins de 1000 £), et celles plus élevées (supérieures à 1000 £), est la suivante : deux tiers environ pour la première (26 montants soit 65 %) et près d'un tiers pour la seconde (14 montants soit 35 %). Ces sommes correspondent en fait à la situation sociale des clients.

(26) AD 87, 4E4/7.

(27) AD 87, 4E4/7.

(28) Claude Joseph de FERRIÈRE, *La science parfaite des notaires, ou le moyen de faire un parfait notaire*, 1724, Cologne, p. 653.

– *La clientèle des actes de médiation*

Nous nous sommes intéressés tout d'abord à la clientèle afin de distinguer les clients habituels des occasionnels. Sur les 160 clients d'actes de médiation, entre 1735 et 1739, on note que 6 individus ou familles reviennent à trois reprises ou plus, constituant ainsi un début de clientèle. Les plus assidues sont les familles de Mauple et Martin qui tentent de régler un différend financier par l'intermédiaire d'une transaction et de quittances. Chacune d'entre elles s'est déplacée à quatre reprises chez le notaire, la famille de Mauple étant composée de 5 personnes (soit un total de 20 clients) et les Martin de 2 sœurs (soit 8 clients au total). Le deuxième client par son importance est une famille d'un notaire royal, les Estienne ; ils font appel à cinq reprises aux services de Pierre Thoumas (il faut cependant noter que Louis Estienne a formé Pierre dans son étude et lui a donné l'une de ses filles en mariage ; quant à Françoise Estienne, il s'agit de la fille de Louis Estienne et donc de la belle-sœur de Pierre). Deux des membres de la famille Chabrol demandent à Pierre Thoumas de régler une succession par trois actes successifs. Quant aux deux derniers clients habituels, Jacques Durand et Jean Jacquet (ce dernier est notaire royal à Aix), ils apparaissent à trois reprises chacun pour des actes divers de médiation. Pour résumer, les clients habituels représentent 37 comparants sur un total de 160, soit 23,12 %.

Cette clientèle est par ailleurs essentiellement masculine (117 clients de 1735 à 1739 soit 73,12 %), bien que le nombre de femmes ne soit pas négligeable (43 clientes soit 26,87 %). Si l'on compare avec 1770 (16,32 %), on note que la présence de ces dernières est plus importante parmi la clientèle des actes de médiation (en ce qui concerne le différent entre les de Mauple et les Martin, sur 28 comparants 24 sont des femmes). Cela traduit éventuellement une volonté des familles de faire face ensemble au contentieux, mari et épouse réunis, dont les conséquences peuvent être considérables pour le patrimoine commun.

Quant à son rang social, il peut être déduit de l'analyse des avant-titres et des qualités. En ce qui concerne les premiers, le nombre de clients auxquels le notaire en attribue un est important, traduisant ainsi l'échelle d'estime et de respect que Pierre Thoumas leur porte. 103 comparants sur

160 sont ainsi concernés, soit 64,37 % (contre 24,53 % et 106 avant-titres en 1770). Il s'agit d'un premier élément laissant apparaître un niveau social du client des actes de médiation plus élevé que celui du comparant que l'on rencontre au détour des autres types d'actes. Deux tiers des comparants des actes de médiation de Pierre Thoumas, de 1735 à 1739, font partie d'une clientèle de qualité, notamment pour un notaire débutant. Les qualités font également partie de cette échelle d'estime et viennent compléter ou renforcer les avant-titres. Elles sont distribuées avec plus de parcimonie. On n'en trouve en effet que 52, dont 13 surnoms (ces derniers permettent avant tout d'identifier dans les actes les paysans ou les artisans dont les noms et les prénoms sont assez répandus). Parmi ceux-ci, on rencontre "Gendrot", "Le charpentier", "Mordrun", "Fisset", "Gournaudou", "Le bon dieu", "Le jeune" et "Papounaud". Quant aux autres, ils sont multiples et variés. Les plus fréquents sont les "Bourgeois" (15), les "Sieur de..." (5) et les "Écuyer et seigneur de..." (4). Comme pour les avant-titres, le nombre de qualités est plus important pour ces actes de médiation (32,50 % des comparants en sont dotés) que pour tous les actes de 1770 (18,51 %). La signification est identique à celle des avant-titres.

Il est intéressant par ailleurs de cerner la situation sociale et professionnelle des clients. Si l'on répartit tout d'abord les clients en fonction de l'ordre auquel ils appartiennent, on constatera la présence de 22 nobles (13,75 %), 8 membres du clergé (5 %) et 130 du tiers-état (81,25 %). Ce dernier est donc largement majoritaire, comme dans la société d'Ancien Régime selon la classification traditionnelle. Quant à l'état des professions proprement dites, les 138 clients (les 22 nobles sont retirés du décompte, leur situation sociale leur interdisant l'exercice d'une profession) sont classés ainsi : clergé : 8 (5,79 %), officiers et médecins : 28 (20,28 %), marchands et négociants : 23 (16,66 %), artisans et commerçants : 20 (14,49 %), laboureurs : 10 (7,24 %), domestiques, employés, journaliers : 7 (5,07 %). Une constatation s'impose : la clientèle est composée en majorité de professions aisées comme les officiers, les médecins, les marchands et les négociants (42,73 %). Les comparants plus modestes (artisans, commerçants et laboureurs) arrivent en second avec 21,73 %. Quant aux gens les plus humbles, ils sont peu nombreux

puisque'ils représentent au total 12,31 %.

Autre élément dont l'analyse est capitale, l'analyse du degré d'instruction par l'étude de la signature afin de cerner le taux d'alphabétisation. Nous constatons que 145 comparants sur 160 étaient présents lors de la rédaction de l'acte. Les 15 restants ont refusé de signer ou étaient absents à ce moment, bien que mentionnés dans l'acte (il faut distinguer les comparants qui refusent de signer pour signifier leur opposition ou leur rejet de l'acte qui est porté à leur connaissance, de ceux dont le nom est précisé dans l'acte mais dont la présence n'est pas indispensable à la conclusion de l'acte). Le constat est donc le suivant : 43 clients (29,65 %) ne savent pas lire, 47 signatures (32,41 %) sont dessinées lisiblement ou de manière informe traduisant une faible maîtrise de l'écrit, 55 comparants (37,93 %) possèdent une instruction supérieure à la moyenne ou tout du moins un niveau élémentaire de l'écriture et la lecture. L'écart entre le client habituel de 1770 et celui des actes de médiation est donc important, sans être pour autant déterminant. Ces derniers sont ainsi plus instruits (+ 10 %). Ces chiffres sont à mettre en parallèle avec les précédents qui concernent la situation sociale.

In fine, nous avons également déterminé sa domiciliation. Nous connaissons cette dernière pour 85,63 % des clients. Une écrasante majorité (94,15 %) demeure à Limoges ou dans les paroisses de la proche banlieue (paroisses de Limoges : 70,80 % ; paroisses de la proche banlieue : 23,35 %). Nous nous garderons bien de tout jugement hâtif concernant ces chiffres. En effet, les années 1735 à 1739 sont celles des débuts professionnels de Pierre Thoumas. Sa renommée n'a pas eu encore le temps de franchir les portes de Limoges et d'atteindre des paroisses plus éloignées. Mais il peut être également préférable pour Pierre Thoumas de se constituer d'abord une clientèle à Limoges dont l'importance de l'activité économique est susceptible de lui apporter une clientèle plus riche que celle des paroisses rurales. En 1770, l'écart est moindre puisque les habitants de Limoges représentent 41,89 % de la clientèle contre 58,11 % de ruraux. Cette différence traduit l'implantation en 1770 de la famille Thoumas dans le village de Bosmie (paroisse d'Isle) où elle possède une maison cossue ainsi que plusieurs fermes et des terres.

On peut tenter de dresser le portrait du client des actes de médiation, tout en relativisant le résultat obtenu, compte tenu de la modestie de l'échantillon étudié. Ce type de comparants est composé aux deux tiers d'hommes bien alphabétisés. Ils habitent généralement à Limoges et leur appartenance à un niveau social notable, celui de la petite ou de la moyenne bourgeoisie de l'office ou du négoce, est souligné par l'usage qui est fait des avant-titres. Cette situation sociale favorise donc une prise de conscience dans la gestion de ses biens propres, une capacité à analyser et une vue prospective de ses intérêts personnels. Quant au montant du litige, lorsqu'il est connu du début à la fin, il est généralement d'importance moyenne (les sommes que nous avons relevées vont de 32 livres 12 sols à 4 515 livres). Nous pouvons ainsi souligner que cette première vérification avec l'échantillon de l'ensemble de la clientèle de 1770 nous a permis d'effectuer des comparaisons et de mettre en valeur l'originalité de la clientèle des actes de médiation, celle d'une situation sociale plus relevée que pour l'ensemble de la clientèle habituelle.

Quant à la préparation de la médiation et du règlement du contentieux, elle impose au notaire d'user de tout son pouvoir pratique et théorique. Le nombre d'actes de médiation reste cependant modeste. Une question se pose donc : quel est l'intérêt pour le notaire de se consacrer à la rédaction de ces transactions et de ce compromis ? On peut se demander si, en relevant le défi de ces actes complexes mais risqués pour sa réputation professionnelle, Pierre Thoumas ne cherche pas à prouver d'une certaine manière son savoir, sa compétence, afin d'attirer cette clientèle aisée vers d'autres actes plus rémunérateurs et moins difficiles. On constate également que le notaire prend une autre dimension avec ce rôle de conseil qui supplée une décision de justice. Cette fonction médiatrice aboutit, en s'entourant d'avis autorisés, à transformer un verdict probable en un accommodement, un règlement à l'amiable.

Sur un plan plus général, les notaires ont incontestablement contribué, à leur échelle, à une pacification de la société par ailleurs souhaitée par ces femmes et ces hommes qui, en les sollicitant, entendaient se dégager de procédures lourdes et de contentieux toujours ruineux.